

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 114

LE NUMERO :

1^{er} novembre - 14 novembre 1971

0,50 F

LA GREVE DE LA R. A. T. P.

"Régler les comptes avec le syndicat"

C'est sur cette phrase, prononcée devant la télévision par un conducteur en colère de la R.A.T.P., qu'on peut clore l'histoire de la récente grève du métro. Conclusion de défaite, âpreté de vaincu, et pourtant indice significatif et prometteur en ce qui concerne les grèves à venir.

Le mouvement des conducteurs du métro, qui a duré trois semaines, a été déclenché sous la pression des intéressés, mais suivant la pratique habituelle des syndicats, c'est-à-dire au terme de longues tractations infructueuses et des « navettes » traditionnelles de projets et contre-projets échangés avec la direction. Ce fut donc une lutte amorcée dans ces mauvaises conditions de préparation qui ont partie du sabotage de la combativité des salariés par les syndicats, lesquels se préparent ainsi, avant même d'être accusés à l'action par leurs mandants, les voies les meilleures pour sa proche liquidation.

Pourtant, ce fut une grève « dure », une grève qui fait aujourd'hui scandale : sans limitation a priori de durée, sans échappatoire diplomatique, sans autre perspective que la satisfaction des revendications ou l'essoufflement et la capitulation des grévistes. La veille encore de cette issue rendue inévitable par l'alliance, contre la grève, du gouvernement et des syndicats, mille conducteurs du métro, à la stupeur indignée de toute la presse, y compris celle « de gauche », bien entendu, votaient à l'unanimité la continuation de la grève et ce en dépit des exhortations de leurs dirigeants. Ils répondaient ainsi riant à la menace à peine déguisée du Premier ministre qui, dans un « appel à la raison », « voulait croire », à la suite de l'ordre conjoint de reprise du travail donné par tous les syndicats, que cette reprise « s'effectuerait normalement », alors qu'il « en était encore temps » !

Cette énergie farouche des conducteurs n'a pas empêché l'échec final de leur grève, comme elle ne pourra pas davantage interdire à leurs jocrisses de dirigeants de faire état de cet échec pour déconseiller toute imitation possible de la part d'autres catégories ou secteurs : « vous voyez, diront les Ségué et consorts, il ne sert à rien de s'entêter, il faut se défier de "l'aventure", mauvaise tractation vaut bien mieux que bonne grève, etc. » N'importe, ces arguments empoisonnés marquent déjà le pas devant la réaction que nous avons signalée au début. Certains salariés, avant de pouvoir encore traduire en actes leur colère contre les dirigeants qui les ont trahis, découvrent déjà le langage qu'il faut tenir à de telles crapules.

La défaite de la grève du métro est en effet l'œuvre directe des syndicats. Ne parlons même

pas de F.O. qui, ayant condamné la grève au départ, entend, en charognard, tirer de l'écoeurement des salariés battus, quelques voix de plus aux élections professionnelles. Mais la C.G.T. et la C.F.D.T., qui s'abritent derrière le fait que les conducteurs ont refusé l'élargissement du mouvement aux autres catégories du métro, ne peuvent cacher que, chaque fois qu'elles ont procédé à un tel élargissement d'une grève, c'était pour la noyer dans l'impuissance, en altérant ses revendications initiales et en imposant les procédures d'arbitrage qui liquident toute action. Ici encore ils voulaient transformer ce mouvement illimité en grève de 24 heures ! On comprend facilement que le point de vue catégoriel l'emporte lorsque la « généralisation » représente la fin du combat !

Mais la responsabilité la plus grave des syndicats, et de la C.G.T. en particulier, dans la grève du métro, c'est d'avoir fait écho à la tactique du pouvoir et de la direction. Il s'agissait de détourner, contre la grève même, le mécontentement des usagers. La manœuvre est classique et souvent efficace en une situation de décomposition du mouvement ouvrier telle que chaque exploité, en dehors de sa sphère propre, réagit en consommateur et donc oublie toute solidarité de classe à l'égard des exploités comme lui. A cette tâche, des forces considérables s'employaient déjà : outre les organes les plus pourris de la presse bourgeoise, les commandos para-gouvernementaux des partisans de la manière forte, les amis « non-entenu » de M. Marcellin. Sans oser généraliser l'action directe qu'ils pratiquent quelquefois dans l'ombre, ils n'hésitaient pas à la suggérer à l'homme de la rue, comme ils l'avaient fait, quelques semaines plus tôt et sans provoquer de réactions sérieuses des syndicats, à propos de la grève des Enseignants.

De cette réaction, de substance purement fasciste, les syndicats — hormis les « Autonomes » mais ils ont flanché à leur tour sur la question de la reprise du travail — ont été les complices actifs. Avec un superbe cynisme, le bureau confédéral de la CGT a osé se servir, contre la grève, de cette pression réactionnaire camouflée en « opinion publique ». Appuyant la position de sa section métro « en vue de suspendre la grève et d'adopter une tactique de lutte appropriée », il préconisa des méthodes qui « assurent au personnel

du métro la compréhension et le soutien de tous les salariés et de l'ensemble de l'opinion publique ».

"L'Humanité" venait à la rescousse le 14/10 : « Il n'y a plus de mouvement revendicatif important possible, de nos jours, sans l'appui, l'adhésion de "l'opinion publique. Si juste que soit une cause, elle a besoin d'alliés ». Et ces conseils sont donnés par ceux qui, à longueur d'année, dans toutes les grèves cloisonnent les catégories, fragmentent les mouvements, érigent les luttes partielles et catégorielles à la hauteur d'un principe !

En fait le « public » n'a pas manifesté d'hostilité aux grévistes. Si Chaban-Delmas a pu le féliciter de son « civisme » et de sa « discipline », c'est bien

(Suite page 4)

Droit au travail ? Abolition du salariat !

« Le droit au travail est au sens bourgeois un contre-sens, un désir vain et pitoyable : mais derrière le droit au travail, il y a le pouvoir sur le capital ; derrière le pouvoir sur le capital, l'appropriation des moyens de production, leur subordination à la classe ouvrière, c'est-à-dire la suppression du salariat, du capital et de leurs rapports réciproques » (Karl Marx, "Les luttes de classes en France").

Faut-il insister davantage ? La misère et le chômage sont le produit du capitalisme et ne peuvent disparaître qu'avec lui, c'est-à-dire avec la destruction révolutionnaire de l'ordre social qui oblige les travailleurs à vendre leur force de travail et leur laisse donc une seule alternative : l'exploitation forcée ou le chômage !

Les bourgeois qui mettent dans la constitution de leurs Etats le « Droit au travail » savent que leurs esclaves salariés ne pourraient vivre sans que soit quotidiennement propagée l'illusion que le capitalisme peut être « amélioré ». Le réformisme et l'opportunisme ouvriers révèlent leur nature de valets de la bourgeoisie quand ils mentent aux ouvriers en leur faisant croire qu'une bonne politique, démocratique, populaire, de gauche, ou ouvrière, etc., pourrait assurer le « droit au travail » sans détruire le salariat. Ils sont le dernier rempart du capital contre sa conséquence inéluctable et riche d'un monde nouveau : la lutte prolétarienne.

Le combat inévitable contre l'exploitation, les licenciements et le chômage convaincra les prolétaires que le mot d'ordre avancé par les communistes révolutionnaires est le véritable mot d'ordre de leur lutte : ABOLITION DU SALARIAT !

Le mouvement noir aux Etats-Unis

1. — Les prisons, écoles de guerre du communisme

La mutinerie d'Attica et le massacre des détenus est un « fait divers » à la mesure des Etats-Unis. Partout ailleurs dans le monde ce serait un simple épisode de droit commun, ici c'est un événement politique. Pourquoi l'Amérique blanche tremble-t-elle devant ses prisonniers noirs ? La bourgeoisie blanche n'a même pas hésité à massacrer l'un des siens (cf. la mort du juge lors de la tentative de fuite de G. Jackson). De même à Attica dix gardiens de prison ont payé de leur vie le « retour au calme ». Comme d'habitude les rangs des libéraux blancs ont retenti de protestations, dans le cadre du système naturellement : il faut réformer le système pénitentiaire américain. Le crime des noirs c'est au contraire de ne plus croire à la réforme du système pénitentiaire ni à celle du système bourgeois tout entier. Mais dans cette lutte les noirs américains sont terriblement seuls.

Leur cas est particulier puisque la race recouvre à peu près une appartenance de classe. Ils appartiennent en effet en majorité au prolétariat ou au sous-prolétariat, et la frontière est bien mince entre ces deux couches.

Pour donner une idée de la situation, disons que le taux de chômage est deux fois plus élevé chez les travailleurs noirs. Il tourne autour de 8 % de la population noire active. Les périodes de chômage sont plus longues ; seule la moitié des noirs à une situation stable et à plein temps. Un chômeur noir sur trois reste sans emploi pendant plusieurs mois consécutifs.

La deuxième guerre a permis aux noirs d'accéder aux chaînes de montage dans les grandes usines du Middle West. Dans les usines de Détroit et dans certaines usines Chrysler ils constituent 60 à 77 % de la main d'œuvre. Cet afflux s'explique par la création de nombreux emplois commerciaux réservés aux blancs qui ont donc en partie, quitté les usines. Mais les récessions de 57-58 et de 60-61 ont marqué un tournant ; les constructeurs automobile ont profité de la crise pour supprimer des emplois grâce à l'automatisation, ce qui rend le travail plus pénible pour ceux qui restent.

De 55 à 63 dans beaucoup d'usines aucun noir ne fut embauché. Mais à partir de 63 et au cours de l'essor qui marque l'escalade au Viet-Nam, les constructeurs se sont remis à embaucher. Les jeunes travailleurs noirs ont afflué dans le syndicat automobile UAW où ils

constituent 45 pour cent des adhérents. Ceci inquiète syndicats et employeurs qui la main dans la main luttent contre ces militants combattifs et un peu trop remuants. Les ouvriers noirs s'organisent aussi de façon autonome, pour deux raisons : d'abord parce que le travail au sein des syndicats blancs est très difficile pour ne pas dire impossible et parce que les ligues ouvrières noires ont toutes des prolongements politiques dans les ghettos et quartiers noirs où elles discutent avec la population noire des problèmes quotidiens (école, logement, problèmes raciaux) et où elles diffusent en général un journal.

Un exemple est fourni par la Ligue Révolutionnaire des Ouvriers de Détroit qui ont un journal "The Inner City Voice" et des groupes d'entreprises DRUM (Dodge Revolutionary Union Movement) FRUM (Ford) etc...

La politisation des noirs s'explique par leurs conditions de vie ; le fait d'être constamment et partout en lutte avec le racisme éveille évidemment une révolte permanente ; les noirs sont toujours les premiers à être licenciés en cas de crise et actuellement ils sont de plus en plus menacés par les progrès technologiques qui éliminent les emplois non spécialisés pour en créer d'autres au niveau spécialisé et administratif qui reviennent presque exclusivement aux blancs. Le noir reste confiné dans les postes que le système est en train d'éliminer.

Face à cette situation quelles ont été les réactions des syndicats ?

Depuis que le problème se pose, c'est-à-dire, en gros depuis la fin de la première guerre mondiale, qui marque la grande migration de la main d'œuvre noire du sud agricole vers le nord industriel, les syndicats et les syndiqués ont eu une attitude raciste. L'histoire du mouvement ouvrier américain est une longue suite d'essais infructueux et mollement tentés pour organiser les travailleurs noirs et blancs dans les mêmes syndicats.

Des tentatives ont été faites par des syndicalistes blancs ou noirs conscients du handicap représenté par cette division et bien qu'ils aient parfois réussi à créer des syndicats noirs combattifs ils se sont heurtés toujours au racisme profond des travailleurs blancs et rien de durable n'a jamais été fait. Parfois même des chefs syndicalistes exploiteront la tension raciale comme moyen d'organiser une entreprise... En 1941, dans une usine de l'aéronautique, une grève éclata parce qu'un noir avait obtenu un emploi plus qualifié ! Les délégués syndicaux saisirent ce prétexte pour obtenir dans la bataille la reconnaissance de la section syndicale dans l'entreprise. Victoire pour le moins ambiguë ! (exemple cité par D. Guérin dans la "décolonisation du noir américain"). L'attitude réactionnaire des ouvriers blancs s'explique par le fait que, pour l'instant, ils ont quelque chose à conserver : leur niveau de vie, le plus haut du monde.

Or l'industrie américaine est militarisée au point que trois ouvriers sur cinq travaillent pour des industries de guerre ; la propagande pour la poursuite de la guerre du Viet-Nam trouve de ce fait un écho favorable chez ces travailleurs et entretient l'idéologie raciste ancrée par cinquante années de non lutte ou de luttes réactionnaires : émeutes raciales contre l'entrée des noirs dans les usines, contre leur avancement etc... La division qui frappe le prolétariat est double ; elle est économique et politique. L'astracisme dont souffre le noir ne s'exprime pas seulement par les bas salaires, mais la discrimination est quotidienne dans et hors du travail. Les revendications uniformes sont donc une nécessité mais tout à fait insuffisante. Il y a avant tout un

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 6 novembre et 20 novembre, de 15 h. à 19 h. Les dimanches 14 novembre et 28 novembre, de 10 h. à 12 h., au siège du « Prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins).
- A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h. au siège du « Prolétaire », 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h., au « Cercle Pédagogique », 90 bis, boulevard Valbenoite.

LE COMECON : intégration "socialiste" ou crise dans les rapports entre des capitalismes nationaux ?

Les six pays du Marché Commun n'ont jamais réussi à intégrer leurs économies nationales dans un bloc « supranational » capable de s'opposer au reste du monde. Comment le pourraient-ils, d'ailleurs, étant donné l'impossibilité pour le capitalisme de parvenir à une planification véritable au niveau national et, à plus forte raison, au niveau supranational ? L'objectif de l'intégration économique que s'étaient fixé les sept pays membres du Comecon (U.R.S.S., R.D.A., Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie) est en train de subir le même sort.

Ce n'est pas la « mauvaise volonté » de l'un des partenaires qui est en cause, ni la suprématie mal tolérée de la Russie dans le Comecon : c'est que le mode de production capitaliste a besoin avant tout d'un Etat territorial bien défini, aux frontières bien précises, pour réaliser la première étape de son développement, le marché intérieur, après quoi il se lance à la conquête du monde.

Pour passer à cette seconde étape l'économie nationale doit avoir atteint un niveau productif qui lui permette d'échanger ses produits contre ceux des autres pays. Or, les « aveux » des soi-disant pays « socialistes » qui font nos délices depuis des années ne disent pas autre chose : les économies de ces pays ont besoin du commerce extérieur et du marché international, car la première phase d'industrialisation est achevée et ils ne peuvent pas se développer en dehors du marché mondial.

Nous avons toujours considéré le rideau de fer comme la délimitation réelle de la zone d'influence soviétique dans la période où la Russie, l'Etat le plus puissant de l'Europe de l'Est, demandait et obtenait de ses « alliés » de la deuxième guerre mondiale le prix du sang versé par les prolétaires russes dans la guerre antifasciste. Mais dès ce moment il était évident que le rideau de fer devrait bien sauter un jour : le capital est une puissance impersonnelle qui ne connaît pas de frontières ! Les récents traités de pacification et de non-agression entre l'U.R.S.S., la Pologne et l'Allemagne de l'Ouest confirment ce qui avait déjà été fait au ni-

veau des Chambres de Commerce.

On parle d'abord de « collaboration technique et scientifique », de « coopération économique », de « coopération industrielle », d'« échanges techniques et culturels », puis à la fin on avoue qu'on faisait déjà auparavant du commerce en sous-main. Alors on commence enfin à parler ouvertement de choses claires et nettes : profits, marché, commerce.

Le Comecon a eu vingt-et-un ans en 1970. Il avait eu une enfance chétive : jusqu'en 1954 il n'était qu'un groupement de satellites aux ordres du Kremlin, auxquels il était même interdit d'entretenir des rapports commerciaux réciproques. Au cours de son adolescence, il se vit gratifié d'un statut qui reconnaissait l'indépendance de chaque pays membre ; et les rapports commerciaux entre eux commencèrent, sous le talon de fer de la Russie.

Dès 1962, cependant, c'étaient les premiers ennuis. La Roumanie se déclarait intransigeante sur le chapitre de la souveraineté nationale et affirmait que le développement des différentes économies nationales ne devrait pas être entravé par des

ordres venus de l'étranger. C'est alors (sous le règne de Khrouchchev) que naquit l'idée de l'« intégration ». Mais les divers capitalismes nationaux commençaient déjà à franchir les limites imposées par Moscou et à tenter de se débarrasser du carcan du « colonialisme » russe en se faisant une place au soleil.

Dix ans, ou presque, sont passés et l'intégration économique des différents pays du Comecon est déjà morte avant même de naître. Elle devait s'effectuer au moyen d'une « division du travail » entre les pays membres et d'une « spécialisation des économies nationales » permettant une planification à longue échéance, chacun devant s'engager à produire des marchandises données, en quantités fixées par années.

Mais il se trouve que tous les pays membres n'ont pas le même niveau de production : certains sont plus industrialisés, comme la Russie, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie ; d'autres, comme la Pologne et la Hongrie, le sont moins ; d'autres enfin comme la Bulgarie et la Roumanie sont surtout agricoles et devraient, selon le projet d'intégration, produire en exclusivité des produits agricoles.

Un tel projet n'a guère de chances de se réaliser, c'est évident, et il était inévitable que la Roumanie se rebiffe (comme l'actualité récente l'a montré, en la plaçant au centre du conflit sino-soviétique, puisque la Roumanie a été accusée de fomenter un bloc antisoviétique dans les Balkans).

Depuis plusieurs années en effet, malgré l'alternance de sécheresses et d'inondations, elle jouit d'un développement économique important, au point que la presse occidentale a comparé ses taux d'accroissement productif à ceux du Japon. Mais des chiffres comme ceux que la Roumanie a atteints dans la période 1966-70 (+13 % par an en moyenne) caractérisent les pays qui partent d'une structure économique agricole et entament le processus d'industrialisation, tandis que dans les pays développés les taux d'accroissement de la production ont toujours tendance à baisser.

Personne n'a jamais échappé à cette loi : la Russie elle-même le démontre et si le Japon (mais l'exemple de l'Allemagne ou de l'Italie serait aussi valable) a fait exception, il n'empêche que le « boom » économique a pris fin là-bas aussi et que la phase « descendante » a commencé : l'exception confirme la règle !

D'autre part (c'est une loi que même les bourgeois reconnaissent désormais) le capital s'investit de préférence là où il y a déjà eu un développement industriel. C'est aussi pourquoi le commerce entre les pays les plus industrialisés couvre aujourd'hui plus des trois-quarts des exportations de produits finis et d'outillage industriel, alors que les pays les moins développés n'exportent que dans la mesure où ils répondent à la demande de matières premières des pays les plus évolués. C'est également ce qui se produit dans le cadre restreint du Comecon.

On remarque que les échanges entre l'U.R.S.S. et les pays du Comecon ont en général augmenté, passant de 10.374 millions de roubles en 1968 à 11.213 en 1969, avec une augmentation (plutôt modeste) d'environ 8 % ; près de 60 % des exportations russes vont vers le Comecon ; les échanges avec les pays occidentaux ont également augmenté de près de 8 %. L'U.R.S.S. a tendance à entretenir des rapports économiques avec les pays industrialisés, aussi bien occidentaux (4331 sur un total de 6843 millions de roubles) que d'Europe de l'Est (11.213 sur un total d'échanges avec les pays « socialistes » de 12.940 millions de roubles) qui représentent ensemble 60 % environ de l'import-export de l'U.R.S.S. (15.544 sur un total de 19.784 millions de roubles).

Les partenaires les plus importants de la Russie sont, en

effet, dans l'ordre : l'Allemagne de l'Est (3031), la Pologne (2091), la Tchécoslovaquie (2001), la Bulgarie (1754), la Hongrie (1277) et à une certaine distance la Roumanie (833), et Cuba (770), suivis par la Yougoslavie (425), la Corée du Nord (295), la Mongolie (224) et la Chine populaire (511).

Parmi les pays occidentaux, c'est la Grande-Bretagne qui l'emporte (600), suivie de près par le Japon (559) ; puis viennent l'Allemagne de l'Ouest (497), l'Italie (493), la France (417) et l'Inde (353). Parmi les démocraties populaires européennes, les échanges de l'U.R.S.S. avec l'Allemagne de l'Est, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont considérablement augmenté (+10 % environ) ; tandis que ses échanges avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie n'augmentaient que de 6 %, 5 % et 3,50 %.

Par contre ils ont considérablement diminué avec Cuba, la Yougoslavie et la Chine populaire (-5 %, -15 % et -40 %). Dans le cadre du Comecon, le seul pays qui ait un solde actif vis-à-vis de l'U.R.S.S. est l'Allemagne de l'Est (1565 millions de roubles d'exportations contre 1466 d'importations : la situation de 1968 s'est renversée) ; la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie sont presque en équilibre, tandis que pour le commerce entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie, la situation (contrairement à 1968) est en faveur de l'U.R.S.S., même si ce n'est qu'à 5 millions de roubles près.

Les échanges U.R.S.S. - U.S.A. ont également augmenté, mais nettement à l'avantage des U.S.A. : 159,6 millions de roubles en 1969 (contre 89,5 en 1968) dont 105,1 d'exportations américaines vers la Russie, pour 54,5 d'exportations russes vers les U.S.A.

L'« ouverture à l'Est » des pays occidentaux a mis la Russie dans une situation assez difficile vis-à-vis des « pays frères », qu'elle doit tenir en respect en utilisant plutôt le bâton que la carotte, surtout à l'heure actuelle où les échanges à l'intérieur du Comecon subissent un certain ralentissement, tandis que l'attraction vers l'Occident industrialisé se fait de plus en plus forte.

Depuis que les frontières ont été « ouvertes », la Russie s'efforce de freiner la tendance des pays du Comecon à entretenir des rapports bilatéraux avec les pays de l'Ouest, mais elle parvient de moins en moins à les contenir dans des limites qui lui permettent de se servir de ses « frères » européens pour son profit et à leur désavantage.

Il y a longtemps déjà que les démocraties populaires européennes se sont rebiffées devant les méthodes instaurées par Moscou dans les rapports inter-Comecon et dans les rapports bilatéraux Comecon-Russie. C'est Moscou qui fixe les prix des produits importés de Russie et, en général, ils sont plus élevés que ceux des mêmes produits sur le marché international (il suffit de citer les prix du pétrole russe : en 1968, la Tchécoslovaquie payait 15,6 roubles la tonne de pétrole brut, c'est-à-dire le double du prix offert à l'Italie ; la Hongrie payait 13,5 roubles la tonne ; et il n'y a pas de raison de croire que la méthode ait changé depuis).

Tandis que pour les produits importés par la Russie, elle les achète souvent à un prix bien inférieur à celui qu'ils auraient s'ils trouvaient un débouché sur le marché occidental.

De plus, si on considère l'obstacle représenté pour tous les pays du Comecon par la non-convertibilité du rouble (dans tout le camp « socialiste », l'import-export est basé sur le rouble), on comprend qu'ils cherchent de toutes leurs forces à décoller sur le plan industriel et financier, surtout des pays comme la Roumanie où la moitié de la population active est encore employée dans l'agriculture, alors que le quart seulement du revenu national provient de ce secteur.

Un tel objectif reste cependant difficile à atteindre. La Tchécoslovaquie a essayé en 1968, entrant en conflit direct avec l'U.R.S.S., et le « décollage » s'est terminé par un massacre : Prague était un partenaire trop important pour qu'on lui permette de voler de ses propres ailes. La Hongrie, elle, a trouvé le moyen de passer le rideau de fer sans incident (pour l'instant) depuis la « nouvelle » réforme économique, réalisée discrètement mais en accord avec Moscou.

Quant à la Roumanie, elle insiste sur sa « souveraineté nationale » et sur son droit à être en rapport avec tous les pays du monde. Soucieuse de son « intérêt national » avant tout, elle s'est toujours déclarée opposée à l'intégration des pays du Comecon telle qu'elle était voulue par l'U.R.S.S. (et aujourd'hui par la Pologne), et elle s'est toujours méfiée des organismes économiques et politiques supranationaux qui se formaient dans le Comecon. C'est ainsi qu'elle a été la dernière à adhérer à la nouvelle Banque Internationale d'Investissements créée en juillet 1970 et en activité depuis le 1er janvier 1971. On pourra par l'intermédiaire de cet institut bancaire, obtenir des crédits à moyen et à long terme (jusqu'à 15 ans) et il est clair que seuls ces derniers intéressent la Roumanie.

La banque a été créée précisément dans le but de favoriser le financement de projets multinationaux, comme des oléoducs et des méthanoducs, ainsi que de projets « nationaux » qui tendent à l'intégration économique du Comecon — ce que Ceausescu ne veut pas, mais quand on veut des crédits il faut bien s'adapter à la loi du plus fort. De plus la B. I. I. est destinée essentiellement à « spécialiser » économiquement les pays membres, en évitant que des forces centrifuges ne mettent en danger la suprématie de l'U.R.S.S.

La centralisation capitaliste est inévitable à l'Est comme à l'Ouest, même si la Russie peut encore imposer sa loi aux pays « frères » sur le plan économique et politique. Le capital de la B. I. I. a été fixé au 1er janvier 1971 à 175 millions de roubles « transférables » (c'est-à-dire capables de se « transférer » d'un pays à l'autre pour compenser les transactions commerciales et financières), dont 52,5 millions de roubles en devises convertibles. Cela signifie donc qu'on a été aux pays membres une partie de leur autonomie pour ce qui est de leurs achats dans les pays de l'Ouest, en leur raflant leurs précieuses devises et en les obligeant à dépendre de l'autorisation du nouvel institut pour la définition d'accords commerciaux bilatéraux.

S'il y a quelque chose que la Roumanie ne peut pas supporter, ce sont justement les pressions auxquelles on la soumet pour l'attacher toujours plus solidement au char soviétique, et ses innombrables déclarations sur le respect de la « souveraineté nationale » et sur son refus de se soumettre à des organismes supranationaux ne font que confirmer son état d'infériorité par rapport aux autres pays membres, alors même que le vertige de la croissance économique la pousse à intensifier ses rapports avec les pays occidentaux plus industrialisés et plus disposés à investir des capitaux.

L'orthodoxie de l'Allemagne de l'Est à l'égard de Moscou, alors qu'elle pourrait avoir les meilleures chances si elle avait la possibilité de commercer librement, peut paraître étonnante. Evidemment, Pankow n'a aucune intention de recommencer l'expérience de Prague. L'Allemagne de l'Est est le premier partenaire commercial de la Russie. En effet, le commerce extérieur de la Russie avec les pays dits « socialistes » a été en 1969 de 12.940 millions de roubles (6915 pour les exportations contre 6.026 pour les importations) : or, la R.D.A. cou-

(Suite page 3)

Mouvements revendicatifs et socialisme

Les communistes ont toujours attaché une grande importance aux luttes revendicatives du prolétariat, dénonçant ceux qui les condamnent et qui prétendent que seule la lutte politique devrait mériter l'effort des prolétaires. Dès le **Manifeste Communiste**, la doctrine marxiste met en avant ces luttes qui, en contribuant à « l'union grandissante des travailleurs », sont une condition indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement du système bourgeois. On sait aussi que le marxisme, tout en défendant la lutte prolétarienne pour des objectifs « immédiats », a montré que ces seules luttes, par elles-mêmes, ne peuvent pas en finir avec l'odieuse exploitation du prolétariat, laquelle ne pourra être supprimée que par une lutte politique révolutionnaire qui, conduite par le parti du prolétariat international, opère la transformation du régime capitaliste de production, dont la première étape est nécessairement la destruction violente de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat sous la direction du seul parti communiste.

C'est précisément à la démonstration de l'importance des luttes revendicatives du prolétariat et de leurs limites qu'est consacrée la brochure **Mouvements revendicatifs et socialisme** que notre Parti vient de publier. Ce travail, qui avait paru pour la première fois dans le numéro 15 d'avril-juin 1961 de notre revue **Programme Communiste** se base sur les fameux textes de Marx **Travail salarié et Capital** (écrit en 1848) et **Salaires, Prix et Profit** (conférence prononcée en avril 1865 devant la Première Internationale).

Le texte, s'appuyant sur de nombreuses citations, rappelle que la **lutte de classe** entre prolétariat et bourgeoisie est un facteur fondamental pour la détermination de la valeur de la force de travail, que le capital tend à **faire baisser continuellement**, ce qui va à l'encontre de l'infâme mensonge opportuniste de la possibilité d'une collaboration fructueuse entre ces deux classes qui, selon la démonstration classique du marxisme, ne peuvent être que des ennemis irréductibles : cet antagonisme radical se trouve déjà inscrit dans le rapport économique élémentaire existant entre le profit et le salaire, rapport selon lequel une augmentation du profit correspond nécessairement à une **diminution relative** du salaire, c'est-à-dire une diminution du volume des salaires par rapport au volume de la production. Ce seul fait, démontré minutieusement par un passage tiré de Marx, détruit la thèse stupide selon laquelle les ouvriers auraient tout à gagner d'une augmentation de la productivité sous le capitalisme, thèse ardemment défendue par la bourgeoisie et qui est au fond des bavardages réformistes du P. C. F.

Repoussant comme le plus ignoble mensonge l'idéologie bâtarde de la « prospérité » et du « bien-être », nous répétons dans cette brochure que le capitalisme signifie misère et asservissement croissants, dégradation physique et morale pour les ouvriers qui ne doivent pas, pour avoir raison du capital, rester dans les limites par trop étroites des luttes revendicatives mais aller de l'avant, se constituer en parti politique, pour le communisme, « en inscrivant sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : Abolition du salariat ! »

**

« Mouvements revendicatifs et Socialisme », 14 pages, 1,50 F. Réclamez-le à nos diffuseurs ; commandez-le au « Prolétaire » !

Mythe du Vietminh et vérité historique

(Suite du numéro 112)

En 1940, après la défaite française en Europe, la pénétration japonaise commence au Vietnam. En juin, les Japonais obtiennent des autorités coloniales françaises diverses concessions (par exemple, le droit de se servir de trois aéroports et d'y maintenir un contingent de troupes, le contrôle d'une ligne de chemin de fer, etc.).

La même année éclate une série de soulèvements armés dirigés soit contre les Japonais soit contre les Français. La révolte prend des proportions très vastes, ce qui incite les Japonais et les Français à exercer de concert la répression et à entreprendre de véritables opérations militaires avec le concours de l'aviation elle-même. Cette répression est très dure et décime les cadres les plus combattifs et les plus radicaux du Parti. Enfin, l'administration française ouvre encore plus les portes à la pénétration des Japonais qui restent au Vietnam jusqu'à la fin de la guerre.

C'est la défaite de cette insurrection qui ouvre la voie au glissement définitif du Parti Communiste indochinois sur des positions national-bourgeoises et à la victoire du courant dirigé par Ho Chi Minh. Cette ligne n'est en effet sanctionnée qu'en mai 1941 à la VII^e Session du Comité Central : c'est à cette occasion qu'est fondé le Viet Minh, front de l'indépendance du Vietnam. Il aura donc fallu dix ans pour faire avaler aux prolétaires et aux paysans vietnamiens la ligne du front populaire !

Le programme du Vietminh proclame la lutte pour « la révolution nationale et démocratique », « la lutte contre le gouvernement français de Vichy et contre le Japon », « l'alliance du peuple vietnamien avec les démocraties qui ont combattu le fascisme : Chine, Etats-Unis, Union Soviétique », le suffrage universel, les libertés démocratiques, la journée de huit heures.

Peu de temps après la fondation du Vietminh, le brave Ho, dans une lettre de l'étranger, fait appel à la résistance nationale « Notables, riches, soldats, ouvriers, paysans, intellectuels, fonctionnaires, commerçants, jeunes femmes, vous tous qui êtes pleins de patriotisme ! En ce moment, la libération nationale est la chose la plus importante ! Unissons-nous ! » Mais que signifie l'union avec les « notables », les « riches », les « fonctionnaires », si ce n'est la renonciation à la réforme agraire ? En effet, le programme agraire du Vietminh prévoit la distribution des seules terres des colonialistes et des propriétaires traitres à la patrie. Plus tard, révoquant les événements de cette époque, le même Ho Chi Minh dira : « On évita de lancer le mot d'ordre de « confiscation et distribution des terres des propriétaires fonciers aux paysans » pour pouvoir obtenir l'appui des propriétaires terriens au front national » (op. citée d'un rapport présenté en 1951).

De son côté, le général Giap définit la nouvelle politique agraire du Vietminh de la façon suivante : « Suspendre provisoirement le mot d'ordre de réforme agraire, en le remplaçant par celui de diminution des prix du fermage et des taux d'intérêt et par celui de la confiscation des terres appartenant aux impérialistes et aux traitres, et de leur distribution aux paysans » (op. citée). Mais écrasés sous les taxes et l'usure, les paysans pauvres ne s'insurgeaient certainement pas pour conquérir la liberté de la presse ou le suffrage universel, mais pour chasser les latifondistes de leurs

terres ou au moins pour obtenir une amélioration de leurs conditions d'existence. Il est donc clair que jamais les paysans pauvres et la bourgeoisie nationale essentiellement terrienne n'auraient pu spontanément marcher ensemble vers des buts communs, si bien que le mot d'ordre d'« union nationale » n'a servi qu'à dissimuler le complet asservissement des premiers aux intérêts bourgeois. D'autre part, la bourgeoisie terrienne locale dominait-elle en raison de sa force propre ? Nullement. Elle s'appuyait, selon les circonstances, tantôt sur les Japonais, tantôt sur les Français, tantôt sur les Chinois du Kuomintang, tantôt sur les Américains. Il est donc clair que la « libération nationale » ne pouvait avoir lieu que contre la bourgeoisie indigène liée pieds et poings à l'impérialisme.

Entre 1941 et 1945, le Vietminh participe à la lutte anti-japonaise aux côtés des alliés, et pendant cette période, comme le relève le rapport McNamara, les USA envoient au Vietminh une mission militaire. Pour mieux caractériser la figure de Ho Chi Minh, il sera utile de rappeler qu'en 1942, il collabora avec le Kuomintang qui, s'appuyant sur une partie de la bourgeoisie nationale, cherchait à pénétrer au Vietnam, et qu'il fut financé par lui. C'est seulement à la fin de la guerre, le 13 août 1945, peu après Hiroshima, que le Vietminh lance un appel à l'insurrection générale ; les Japonais font désormais retraite partout et le 2 septembre, l'indépendance de la République Démocratique du Vietnam est proclamée.

Le gouvernement qui fut alors formé fut vraiment un gouvernement d'« unité nationale » comme le souhaitait Ho Chi Minh. La bourgeoisie terrienne qui jusqu'alors s'était appuyée sur les Japonais adhéra pleinement à la République populaire du Vietnam : il suffit de rappeler que de ce gouvernement faisaient, entre autres, partie Hung Huy, membre de la famille impériale au Tonkin et le mandarin Phan Ke Toai, ex-délégué impérial au Tonkin, tandis que Bao Dai lui-même, précédem-

ment chef du gouvernement pro-japonais, était nommé « conseiller suprême » du gouvernement Ho Chi Minh. Dans son rapport déjà cité plus haut de 1951, Ho Chi Minh, rappelant ces événements, se félicite hautement du fait que quelques membres du Comité Central du Parti qui auraient dû faire partie du gouvernement provisoire « se retirèrent spontanément pour laisser la place à des patriotes qui n'étaient pas membres du Vietminh », c'est-à-dire à des bourgeois ex-collaborateurs des Japonais ! L'adhésion de l'Eglise complète l'unité nationale en novembre 1945, les quatre évêques catholiques du Vietnam invitant dans une lettre pastorale commune les hiérarques à soutenir le nouveau régime et l'un d'eux sera plus tard élu à l'Assemblée nationale.

L'insurrection anti-japonaise avait mis en mouvement les paysans qui, cette année-là, souffraient d'une nouvelle famine. Tout mouvement paysan faisait trembler les propriétaires fonciers, qui savaient que leurs terres étaient en danger et qu'il ne leur fallait plus compter ni sur les Japonais ni sur les Français pour les défendre. Que pouvaient-ils faire, sinon adhérer au gouvernement de la République populaire qui protégeait leurs intérêts au nom de la patrie ?

Dans plusieurs provinces comme le Quang Ngai et l'Annam du Nord, les paysans avaient commencé, sur la lancée de la victoire contre les Japonais, à se partager les terres des latifondistes. Le gouvernement de la RDV se hâta d'empêcher l'extension du mouvement. Une circulaire du 21 novembre déclare : « Les rizières et les terrains de culture ne seront pas partagés contrairement aux rumeurs qui courent » (Jean Chesneau, op. citée). Tel fut donc le prix payé pour l'unité avec la bourgeoisie nationale : renonciation à la réforme agraire et dissolution du parti.

En 1945, les 80 % de la population étaient constitués par des paysans ; les 61,5 % de ceux-ci ne possédaient rien en propre. La même année, la répartition des terres dans le Vietnam du Nord était la suivante :

	Superficie (ha)	% de la superficie totale
Colons (japonais ou français)	15.952,05	1,0
Eglise (missions)	23.928,07	1,5
Terres communales ou semi-communales	389.801,25	25,0
Propriétaires terriens	390.825,22	24,5
Paysans riches	113.259,55	7,1
Paysans moyens	462.609,45	29,0
Paysans pauvres	169.520,50	10,0
Salariés agricoles	17.547,25	1,1
Autres travailleurs	12.761,64	0,8

SOURCE : Statistiques du Comité de la Réforme Agraire de la République Démocratique du Vietnam, communiquées par Gérard Chaliand dans *Les Paysans du Nord - Vietnam et la guerre*.

Les terres communales qui, comme on voit, sont très étendues, sont souvent usurpées par les latifondistes, et les paysans en réclament la répartition. Ces derniers constituent la plus grande partie de la population et le gouvernement de la RDV doit les apaiser d'une façon ou d'une autre. Il prend donc quelques mesures pour améliorer leurs conditions de vie : réduction des rentes de 25 % à l'avantage des petits fermiers, confiscation et partage des terres communales et de celles qui appartiennent aux colons français et japonais. Mais ces mesures restent sur le papier. C'est que l'exécution en est confiée aux administrations locales au sein desquelles l'influence des propriétaires fonciers est prédominante. En décembre 1953,

Phan Van Dong dénonce le fait que seulement 5 % des terres appartenant aux propriétaires fonciers et aux colons ont été frappées par la réduction de la rente et que seule un peu plus de la moitié des terres communales a été partagée, et environ 10 % des terres appartenant aux colons et aux missions.

Mais une nouvelle fois la famine se déchaîne et on craint un soulèvement des paysans ; la RDV doit absolument augmenter sa production agricole, mais la présence des grands latifondistes et la prédominance de la grande propriété terrienne, qui signifie fermages élevés, usure, faible exploitation de vastes superficies, etc., l'interdit. D'autre part, un partage des terres entraînerait une guerre ouverte contre la bourgeoisie terrienne dont Ho Chi Minh et ses amis ne veulent pour rien au monde. Le 15 novembre, un « Comité central de la production agricole intensive et rapide » est constitué et une « bataille du riz » est lancée. Dans les villes, tous les terrains, jusqu'aux plus petits (jardins publics, stades, etc...) sont mis en culture.

Parallèlement, après cinq ans d'immobilité, le prolétariat se remet en mouvement. Le gouvernement de la RDV est obligé de proclamer les libertés syndicales et la journée de 8 heures et de reconnaître officiellement

la fête du travail. Le 1er Mai 1946 se déroulent d'imposantes manifestations regroupant des milliers et milliers de participants. Pendant l'été des grèves éclatent dans tout le pays. Un exemple suffira pour illustrer la

magnifique combativité des prolétaires vietnamiens : en juin, 5.000 mineurs des mines de Hon Gay se mettent en grève à la suite d'un licenciement, et en juillet ils obtiennent la réintégration de leur camarade.

1946-1954 : La guerre contre les Français — Diem Bien Phu - Genève

Dans leurs plans de partage du monde, les grandes puissances n'avaient toutefois pas prévu d'Etat vietnamien indépendant. Pendant l'hiver 1944-45, la République française « issue de la résistance » avait déjà constitué le Corps expéditionnaire français pour l'Extrême-Orient en vue de réintégrer le Vietnam. Les accords de Potsdam décidèrent d'envoyer des troupes chinoises au nord du 16^e parallèle et des troupes anglaises et françaises au sud. Cette décision fut présentée officiellement comme une « mesure technique » pour désarmer les troupes japonaises encore présentes dans cette zone du monde. Après une série de heurts sanglants entre les troupes d'occupation et la population, en mars 1946, un accord est conclu entre la RDV et la France. Sur la base de cet accord, la France reconnaît formellement la RDV comme Etat indépendant, mais les troupes françaises sont autorisées à remplacer au nord celles du Kuo-

mintang. De retour après les négociations, Ho Chi Minh présente ces accords comme une victoire dans une proclamation au peuple, et il invite les Vietnamiens à être « courtois avec les militaires français et conciliants à l'égard des citoyens français », à donner à leur action des « formes politiques démocratiques » et à « s'unir étroitement sans distinction de parti, de classe, de religion » (Ho Chi Minh, op. citée).

La substance des accords est cependant bien expliquée par le général Giap : « Le problème du corps expéditionnaire français était alors de savoir s'il pourrait revenir facilement au Vietnam du Nord. La chose n'apparaissait pas comme possible, car au nord nos forces étaient plus grandes qu'au sud ». Dans ces conditions, comment les Français réussirent-ils à introduire leurs troupes au nord ? Justement grâce aux négociations.

(à suivre).

LE COMECON

(Suite de la page 2)

vre à elle seule le quart de ce total (3.031 millions de roubles), tandis que la Russie absorbe 40 % de ses exportations vers les pays du Comecon (qui eux-mêmes représentent plus des deux tiers de son commerce extérieur).

Enfin, dernier chiffre intéressant : 50 % environ des exportations Est-allemandes sont constituées de machines et d'outillage industriel, alors que la Russie elle-même ne dépassait pas 22,5 % (en 1969). On peut donc comprendre pourquoi l'Allemagne de l'Est ne s'est jamais opposée à l'intégration économique des pays du Comecon : elle est dans une position nettement avantageuse même par rapport à la Russie, et d'autre part, de même que la Tchécoslovaquie, elle dépend de l'U.R.S.S. plus que les autres pays pour la fourniture de matières premières.

La Roumanie n'a plus qu'à essayer la carte de l'ouverture à l'étranger, même si 55 % de ses exportations sont absorbées par des pays « socialistes ». Elle a profité d'une période de santé relative de son économie et d'une situation internationale favorable à des accords de ce genre pour ouvrir toutes les portes possibles aux pays de l'Ouest. En mai 1971 a été votée une loi qui permet aux entreprises roumaines de traiter directement avec des entreprises étrangères. En avril, les U.S.A. ont aboli la plupart des restrictions sur les exportations en Roumanie, en la traitant sous le régime de la « nation la plus favorisée » au même titre que la Yougoslavie et en consentant à des crédits et des investissements, surtout pour les secteurs de la pétrochimie, de la métallurgie et de l'électronique.

En janvier a été constituée à Paris une banque franco-roumaine au capital de 20 millions de francs, dont 50 % détenus par la Banque nationale roumaine et 50 % par huit des plus grandes banques françaises. (Remarquons entre parenthèses qu'en comparaison de la présence du capital financier russe en Europe, cette banque franco-roumaine n'est qu'un microbe). En France, l'Eurobank russe a enregistré un bénéfice de 16,6 millions de francs (en 1969), se plaçant ainsi au premier rang des banques étrangères et au dixième dans la liste des banques du pays.

Mais ce qui nous intéresse ici c'est la tendance objective qui fait que la Roumanie ne pouvait que suivre l'exemple donné non seulement par son grand frè-

re " russe mais par la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Bulgarie et la Yougoslavie, de même que par la Chine et par Cuba. La Hongrie a même été jusqu'à émettre un emprunt sur dix ans de 25 millions de dollars sur le marché de l'eurodollar, par l'intermédiaire de la filiale londonienne de la Banque nationale hongroise).

La France et la Roumanie augmentent d'autre part leur coopération dans les secteurs des télécommunications, des chemins de fer, des chantiers navals et de l'automobile. Les Roumains prennent des accords pour la construction d'installations industrielles dans des pays tiers (en particulier l'Iran) et l'exploitation de mines au Venezuela et en Afrique du Sud. Ils entretiennent des relations diplomatiques et commerciales avec plus de cent pays, de la Yougoslavie à la Grèce " des Colonels ", des Etats-Unis « impérialistes » à l'Afrique du Sud ségrégationniste. Les affaires sont les affaires pour tout le monde : il n'y a pas d'exception.

On peut remarquer également que les échanges entre la Roumanie et les pays du Comecon ont tendance à se ralentir peu à peu, bien que l'U.R.S.S. et la R. D. A. occupent toujours les deux premières places du commerce extérieur roumain. Mais l'Allemagne de l'Ouest vient maintenant au troisième rang, et l'Italie au quatrième.

Les proclamations de Causes-cu sur la souveraineté nationale et sur le droit d'entretenir des rapports commerciaux et politiques avec tous les pays, " qu'ils soient capitalistes ou socialistes ", ne font que confirmer une loi que les marxistes ont énoncée depuis plus d'un siècle : l'impersonnalité du capital et sa capacité de faire éclater toutes les frontières.

Le développement des capitalismes nationaux passe par le commerce extérieur et par le crédit bancaire, mais il tend aussi vigoureusement à briser les frontières nationales.

La bourgeoisie aime sa patrie comme sa poche : elle ne la vend qu'à un bon prix !

ERRATUM

Dans l'article : " Les syndicats hongrois " du dernier numéro, p. 3, il fallait lire : « Cette force se révélera, à long terme, plus qu'insuffisante pour lui, car il se prive de cette arme précieuse qu'est l'opportunisme... Les prolétaires hongrois suivront bientôt l'exemple de leurs camarades polonais des ports de la Baltique... »

programme communiste

LE N° 51-52 A PARU

SOMMAIRE

- ★ La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit.
 - ★ Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes.
 - ★ En Angleterre aussi le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise nationale et l'opportunisme l'appuie.
 - ★ Trotsky et la gauche italienne.
 - ★ En mémoire d'Amédéo Bordiga :
 - ★ La gauche communiste sur le chemin de la révolution.
- Le numéro 7 F - Commandes au « Prolétaire ».

UTOPIE CONTRE REALISME

Les analyses que nous faisons du PCF visent à le mettre en contradiction avec le programme communiste et en particulier avec la leçon des luttes passées. Nous avons ainsi montré la dégénérescence de cette organisation et les étapes du chemin qui l'ont amené à être le soutien indispensable de l'Etat bourgeois. Des années 1920 à aujourd'hui le PCF suit la courbe descendante de la lutte des classes et les défaites successives qui ont nom front unique, front populaire, résistance patriotique sont autant d'abandons tactiques de l'organisation "représentative" de la classe ouvrière. Aujourd'hui au terme de son évolution, plus rien ne rattache le stalinisme à une quelconque "tradition" de classe dont il était d'ailleurs bien éloigné dès sa naissance.

Il ne sert à rien d'opposer un présent de trahisons à un passé de luttes, dans la mesure où ce passé est effacé de la mémoire collective. Aujourd'hui ce qui oppose le PCF et les révolutionnaires ce sont leurs conceptions radicalement antithétiques de l'avenir. Entre eux passe la frontière de classe qui sépare ceux qui veulent le maintien de cette société et ceux qui veulent la détruire. Ce sont deux conceptions du monde et non deux interprétations du passé, même si c'est l'étude du passé qui nous permet d'anticiper sur l'avenir.

Analysant le capitalisme français actuel Waldeck Rochet écrit :

« Les richesses de ce pays sont mal gérées parce que les comités binaires des groupes financiers auxquels appartient le pouvoir de décision sur l'industrie ont souvent des effets défavorables sur le développement de la production dans la mesure où ces décisions ont pour mobile exclusif la recherche du profit maximum et non l'intérêt national. La France est sous industrialisée,

« il existe un sous-développement des forces productives matérielles. »

Or ce dont crève la société du capital c'est de cette maladie qui, comme disait Marx, aurait paru absurde dans les modes de production précédents : la maladie de la surproduction. Etre productiviste aujourd'hui est non seulement réactionnaire mais absurde, c'est refuser de voir que l'immense développement des forces productives impose plus que jamais un bouleversement des rapports de production c'est à dire de la société. Le PCF, quant à lui, accuse les monopoles d'être responsables de l'insuffisante croissance économique : « D'autre part le capitalisme monopoliste sous-jacent met tout à la loi du profit « freine le développement des forces productives matérielles et humaines... »

On feint d'oublier au passage que la forme monopoliste est la forme supérieure de la domination du Capital c'est à dire la plus productive possible. Dans la sphère de la production le capital a su établir le règne de la rationalité, c'est dans la sphère de la distribution qu'il s'est avéré socialement incapable et donc à abattre. Evidemment le PCF ne peut dire cela, lui qui parle du socialisme russe, de la compétition entre états à régimes sociaux différents etc.

En réalité les staliniens appliquent aux monopoles la même critique petite bourgeoise qu'au patron individuel : il lui reproche sa consommation PARASITAIRE ! Il est évident que la suppression de l'individu-patron et la concentration réduisent à néant l'idée que le Capital est avant tout un système de propriété dont la destruction se limite à un changement juridique : l'expropriation des monopoles et leur nationalisation... démocratique.

Le capital à d'ores et déjà aboli presque totalement et

propriété privée, justement parce que les bourgeois sont condamnés à subir l'essor des forces productives, même s'ils les dépossèdent de ce qui les distinguait comme propriétaires exclusifs du capital. Ce capital qui aujourd'hui est tellement puissant qu'à peine supporte-t-il des copropriétaires et des actionnaires anonymes. Ce n'est pas le régime de propriété qui est donc en cause, c'est le mode de production tout entier. La "solution" des nationalisations n'en est même pas une du point de vue bourgeois et a fortiori du point de vue prolétarien. Waldeck a beau dire qu'elles sont « la forme supérieure et rationnelle de la concentration, « génératrices de productivité » grâce à l'échelle accrue des « unités de production... » il ne fait qu'avouer la sa hargne de petit bourgeois à faire mieux que la bourgeoisie, comme Staline dont le principal critère en matière de taille des entreprises était "faire plus gros que les USA."

Le communisme quant à lui, réserve à l'entreprise un sort tout différent de la croissance continue : il détruira ce cadre pour en faire surgir un nouveau où pourront s'intégrer les tâches productives que le capital confinait à l'usine et les tâches "éducatives" qu'il limitait à l'école. La disparition presque immédiate de la division du travail sera possible sur la base des progrès techniques du capital qui rendent les travaux de plus en plus monotones parce que de plus en plus simples.

Il n'y a plus à attendre les "conditions" du socialisme d'un nouvel essor des forces productives, sa réalisation "technique" ne pose pas de problème, mais il faut en finir d'abord avec la société du Capital. L'affirmation des buts communistes, y compris les grandes lignes de la société future doit être un de nos thèmes d'agitation et de propagande. Nous devons affir-

mer que l'abolition de la monnaie est non seulement possible mais aussi nécessaire et que le développement actuel de l'industrie permettra sans doute de la réaliser immédiatement ; Immédiatement, c'est à dire sans passer par le stade intermédiaire des bons de travail que Marx prévoyait. En effet ce système laisse subsister le droit égal — c'est à dire le droit

bourgeois — et donne à chacun EN ECHANGE de sa journée de travail de quoi se nourrir, se vêtir, etc... Au stade actuel atteint par le capital, la dictature du prolétariat pourra directement appliquer la formule "De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins."

Il n'est pas de meilleure définitions de la société que nous voulons.

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

Le mouvement noir aux Etats-Unis

(Suite de la première page)

combat politique à mener au côté des ouvriers les plus combattifs qui aujourd'hui se trouvent être les noirs.

Ce combat pour la révolution est objectivement celui de tous les prolétaires mais le seul moyen de le faire avancer est de ne faire aucune concession réformiste sous le prétexte de ne pas dresser les blancs contre les noirs. En l'occurrence ce ne sont plus des blancs et des noirs qui se battent mais deux conceptions du monde opposées, les défenseurs de l'ordre ancien et ceux qui veulent bâtir une autre société.

Les travailleurs noirs ne se bornent pas à une action dans les syndicats noirs ou blancs mais leur lutte est depuis toujours, une lutte politique.

Il faudrait retracer le mouvement noir depuis ses origines pour en comprendre l'évolution ; nous n'examinerons ici que le mouvement actuel qui est du reste difficile à saisir parce que très mobile et surtout parce que les conditions dans lesquelles il s'est développé, nous sont totalement étrangères.

Les Etats-Unis par leur naissance, leur taille gigantesque, leurs contradictions sanglantes posent des problèmes que nous ne connaissons pas en Europe ; on peut définir en quelques lignes les données de la question noire. Les noirs sont concentrés dans le cœur des plus grandes villes industrielles américaines ; en effet, les blancs les ont désertés pour aller vivre en banlieue. D'ici quelques années, des villes comme Baltimore, Chicago, Détroit, Saint-Louis compteront plus de noirs que de blancs. Or le revenu des travailleurs noirs est en général la moitié de celui des travailleurs blancs.

Dans le cœur des villes se trouvent rassemblés les gens de couleur, noirs, portoricains et les blancs indigents. Ces villes sont donc laissées en friche par les autorités et la saleté, les maladies et les meurtres y régnent en maître. La seule « solution » trouvée par le gouvernement pour résoudre le problème est de mettre tous ces gens là en prison.

Les prisons aux Etats-Unis sont occupées à 150 % ; les noirs qui ne constituent que 10 % de la population constituent 50 % de l'effectif des prisons ; dans l'état de New-York ils forment 80 % de ces effectifs. Il n'est guère la peine de s'é-

tendre sur le système pénitentiaire américain ; les délits ne sont absolument pas en rapport avec les peines ; un noir peut avoir des années de prison pour un vol de trente dollars. Mieux, le verdict est parfois laissé à l'appréciation du directeur de la prison qui en tenant compte de la bonne conduite du prisonnier peut raccourcir ou allonger la peine. S'ajoutent à cela les brimades des gardiens, la suroccupation des locaux qui ne permettent pas de s'isoler, la surveillance du courrier etc...

Mais cette promiscuité, cette injustice dans les condamnations puis dans les traitements, les vexations perpétuelles ont déclenché la riposte des détenus et ont transformé les droits communs en prisonniers politiques. Une véritable solidarité est née et chaque militant emprisonné fait des dizaines d'adeptes. Les détenus profitent de leur séjour en prison pour lire, pour discuter ensemble et finalement pour sortir de la prison avec une révolte consciente cette fois, des buts à atteindre et de l'ennemi à abattre. Or il se trouve que par la place que les noirs occupent, ils sont en effet au "cœur du monstre" selon leurs propres paroles, ils sont acquis à l'idée que la lutte doit être internationale ou qu'elle sera battue.

Ils sont également violents car la non violence a fait les preuves de son inefficacité, elle a fini de s'écrouler avec l'assassinat de Martin Luther King prouvant que même un Oncle Tom est abattu par les blancs auxquels il aurait bien voulu s'intégrer avec ses troupes. Ils n'ont pas la possibilité de s'intégrer dans la société par le travail car la tendance générale est de plus en plus à les exclure du processus de production ; ils se sentent solidaires des luttes du tiers monde car c'est le même impérialisme qui les opprime.

Mais on aurait tort d'assimiler leur lutte à une lutte anti-impérialiste car ils luttent contre leur propre bourgeoisie, pour le renversement de l'Etat. Même si aujourd'hui seule une minorité d'entre eux en a conscience.

Directeur-Gérant F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

"Régler les comptes avec le syndicat"

(Suite de la 1^{re} page)

parce que l'incitation à une réaction « populaire » contre la grève a avorté. Les plus touchés par cette paralysie étaient les chefs d'entreprise et c'est bien pour eux que les grandes gueules de l'U.D.R. se métamorphosaient en « public » courroucé. Mais les syndicats n'en ont pas moins obtenu le premier signal de leur maître, l'Etat bourgeois, et de ses représentants suprêmes dont ils démarquaient à peine le langage lorsqu'ils appelaient les ouvriers à arrêter la grève. En adoptant les mêmes arguments que M. Chaban-Delmas, ils prouvaient par là qu'ils avaient déjà renoncé à toute grève sérieuse dans les services publics. Il est bien évident en effet que tout arrêt de travail qui dure dans ces services incommode en premier lieu... le public et que c'est seulement par ce détour qu'une grève peut y exercer quelque pression sur l'employeur : Etat, entreprise nationalisée ou Régie autonome. Si on recule devant cette conséquence inévitable, il n'est plus possible d'y défendre réellement les intérêts des salariés.

C'est cette renonciation que Ségué a implicitement reconnue lors de sa dernière interview à l'ORTF : comme preuve du souci de la C.G.T. de ne pas « incommoder le public », il a souligné que cette centrale avait suspendu la grève des mineurs et celle de l'EDF pour que ce même public ne souffre pas du froid, et celle de la SNCF pour lui permettre de partir en vacances. Suivant ce point de vue la grève n'est possible que lorsqu'elle ne gêne personne, c'est-à-dire... lorsqu'elle ne sert à rien !

C'est bien ce type de grève que le pouvoir capitaliste admet, en condamnant les autres, les vraies, non par compassion pour les vieillards grelottants que, par sa « retraite », il maintient juste au bord de la tombe, mais par souci de ne pas interrompre

la marche de l'appareil productif. Et c'est pour la même raison, en vertu du même impératif, qu'ils élèvent à la hauteur d'une tâche « socialiste », que les syndicats exhortent les grévistes à tenir compte du public. Ce « public », cet « intérêt général », dans ce cas comme dans tous les autres, n'est que le paravent des intérêts du capital. Toutes les forces politiques qui parlent au nom de la classe ouvrière ou sollicitent ses voix aux élections ont déjà mis l'organisation syndicale au service de ce capital et entendent l'y assujettir davantage. La « gauche démocratique » que soutiennent le PCF, la CGT et la CFDT, a déjà promis que le syndicat saura lui-même, et tout seul, maintenir les ouvriers dans l'obéissance sociale : « Si une réglementation de la grève — a dit Mitterrand au cours du mouvement du métro — doit intervenir, elle ne peut être le fait que des organisations syndicales et c'est pourquoi nous souhaitons des syndicats très puissants ».

Le seul syndicat que tolère le capitalisme d'aujourd'hui c'est donc celui qui fait la police pour la bourgeoisie au sein des ouvriers ; et c'est dans ce but que les politiciens les plus éclairés le veulent fort. En raison de cette perspective, une grève comme celle du métro prend toute son importance. Elle confirme qu'en raison de l'interpénétration de tous les secteurs de la vie publique, du développement technique, qui confie à quelques salariés les « postes de commandes » de toute une branche d'activité, il devient de moins en moins possible à une contestation portant uniquement sur un chiffre de salaire de trouver une solution quelconque compatible avec l'équilibre des grands intérêts de cette société. « Grille des rémunérations », « augmentations des indices », derrière ces objectifs apparemment économiques, se profile le proche conflit avec l'autorité de l'Etat. La transfor-

mation de la lutte immédiate en lutte politique, processus laborieux pour les révolutionnaires d'autrefois, raccourcit de plus en plus ses étapes et s'introduit de gré ou de force dans tout mouvement où les ouvriers font preuve de détermination. La catégorie intéressée peut bien être une « caste privilégiée », cette caractéristique générale s'impose même à leur mouvement.

Certes une grève du métro n'est qu'une indication éphémère dans une telle voie. Elle n'a aucune chance de menacer quelque peu l'autorité de l'Etat. Mais elle suffit à mettre en cause son représentant direct au sein des salariés : le syndicat dégénéré, sans la destruction duquel la lutte de classes ne peut reprendre son essor. Cette mise en cause forge l'arme des travailleurs, c'est-à-dire la prise de conscience de la nécessité d'une lutte générale et révolutionnaire contre la domination du capital. Cette démarche, d'abord purement subjective, trouvera son support matériel dans toute tentative d'organisation autonome de lutte, comme, par exemple, les comités de grève responsables devant les seuls grévistes. A leur tour ces tentatives démasqueront sur plus vaste échelle la trahison syndicale, rendront perceptibles des directives programmatiques de classe, c'est-à-dire politiques.

Il nous incombe, à nous révolutionnaires, d'anticiper sur ce processus et d'en faire un objet de propagande. L'opportunisme gauchiste s'en tient à énoncer le rôle des syndicats et partis d'autrefois qui consistait « à se battre, même à contre-courant, et à appeler à la solidarité de classe (Krivine) ». Notre rôle, pensons-nous, est de dénoncer les syndicats pour ce qu'ils sont et d'appeler les ouvriers à combattre leurs directives, à s'émanciper de leurs ordres défaitistes, à s'organiser indépendamment d'eux et contre eux.

Correspondance :
" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert
Versements :
" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE
Abonnements :
" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

★ " prolétaire " : 6 mois.
★ " prolétaire " : 1 an.
★ " programme communiste "
★ combiné.

(entourer l'étoile)